

<https://ugtg.org/spip.php?article1574>



Pourquoi l'école française est-elle si inégalitaire ?

- Actualité -



Date de mise en ligne lundi 12 septembre 2011

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Sur les 81 élèves entrés à l'École nationale d'administration (ENA) en 2009, seuls quatre avaient un parent ouvrier. En troisième cycle à l'Université, les fils et les filles d'ouvriers ne sont pas mieux lotis : ils ne représentent que 4,5% des doctorants. Ces inégalités sociales ne commencent pas dans l'enseignement supérieur : elles sont au contraire le résultat d'un processus observable dès la petite enfance. Ainsi, en sixième, le score moyen en mathématiques des enfants de cadres est déjà supérieur de 16 points à celui des enfants d'ouvriers.

Le caractère inégalitaire de l'école française n'est pas nouveau. Ce que l'on mesure en revanche de mieux en mieux, c'est que le système hexagonal est l'un des plus inégalitaires parmi les pays riches. Tel est notamment l'un des enseignements du Programme international pour le suivi des élèves (dit "Pisa") mené par l'OCDE auprès de 470 000 jeunes de 15 ans dans 65 pays.

Un culte du diplôme

L'enquête de 2006 l'avait déjà montré pour les mathématiques, mais l'analyse se confirme en 2010 dans le domaine de la compréhension de l'écrit. Le système français en ressort à nouveau marqué par des disparités particulièrement fortes de performances scolaires entre les élèves. En outre, l'enquête fait apparaître une hausse des écarts entre élèves par rapport aux enquêtes antérieures : en France, la part des plus mauvais élèves et des meilleurs s'accroît. A l'inverse de ce qui se passe dans la plupart des pays de l'OCDE, où c'est au contraire le groupe des élèves moyens qui tend à augmenter. **Bref, non seulement l'école française est inégalitaire, mais elle l'est de plus en plus.**

Ces inégalités scolaires sont tirées notamment par un culte du diplôme particulièrement fort dans notre pays. Les diplômes y exercent en effet une emprise plus importante que dans d'autres pays sur le destin social des individus au-delà de l'école elle-même. Dans un contexte de "lutte des places", cette survalorisation des diplômes aiguise la compétition scolaire en la chargeant d'enjeux encore plus lourds, et la rend d'autant plus impitoyable pour les plus faibles.

Par ailleurs, ces inégalités de réussite ne sont pas la contrepartie de performances globalement supérieures : si l'on en juge par ses résultats dans les différents domaines explorés par les enquêtes Pisa (mathématiques, sciences, compréhension de l'écrit), le modèle scolaire hexagonal présente en réalité des performances très moyennes par rapport aux autres pays riches examinés par les enquêtes Pisa. Comme l'a montré la sociologue Nathalie Mons, **les pays qui réussissent le mieux sont ceux qui cherchent au contraire à élever le niveau moyen en unifiant au maximum les parcours.**

Le poids d'une société inégale

D'où viennent ces inégalités scolaires ? D'abord du milieu social d'origine. Avec la Nouvelle-Zélande, la France est le pays riche au sein duquel les origines sociales des élèves ont l'impact le plus fort sur leurs résultats : une variation d'un point (sur 100) de l'indice de milieu social fait varier le score des élèves de 50 points (pour une moyenne de 500 points), contre 38 points en moyenne dans l'OCDE. Pourtant, la société française est loin d'être la plus inégalitaire parmi ces pays, du moins si l'on en juge par les disparités de revenu. Pour comprendre la force des inégalités sociales en matière scolaire en France, il faut cependant dépasser ce niveau d'observation.

La montée du chômage et son maintien à un niveau particulièrement élevé en France, ainsi que la précarisation de

l'emploi et l'instabilité qui en résulte, ont fragilisé les familles du bas de l'échelle sociale et joué sur les résultats scolaires de leurs enfants. Ainsi, par exemple, une famille qui ne présente pas les garanties nécessaires pour accéder à un logement suffisamment grand ne met pas ses enfants dans la meilleure situation pour réussir à l'école : comme l'ont montré les économistes Eric Maurin et Dominique Goux, le surpeuplement du logement exerce en effet une influence négative sur les résultats scolaires. De même, seuls ceux qui en ont les moyens peuvent payer à leurs enfants des cours privés pour tenter d'améliorer leurs bulletins scolaires, aidés en cela par de substantielles réductions d'impôts.

Ensuite, la ségrégation sociale croissante au niveau des territoires fait que les "bons" élèves se retrouvent de plus en plus souvent dans les mêmes établissements et les "mauvais" dans d'autres. Or, on sait que lorsque mauvais, moyens et bons élèves sont réunis dans les mêmes classes, c'est un puissant facteur de progrès pour les plus faibles. **La mixité scolaire est en ce sens un élément central de la diminution des inégalités sociales à l'école.**

Un système élitiste et inefficace

Face aux inégalités sociales, le système éducatif ne peut pas tout. De fait, le rôle premier d'un système d'enseignement est d'éduquer les élèves, et non de rapprocher leurs milieux. Sauf à soustraire les enfants à leur famille dès le plus jeune âge, il doit toujours composer avec les atouts inégaux liés à ce milieu social.

Il pourrait cependant faire nettement mieux. Peu ou prou, tous les pays connaissent une crise de l'emploi et les inégalités sociales à l'école ne sont pas récentes... La singularité française est de cultiver un système élitiste qui n'a rien de républicain. Sa justification s'appuie d'ailleurs sur un passé largement idéalisé. Contrairement à l'image d'Epinal, l'école des années 1950 n'a jamais profité massivement aux couches sociales défavorisées. Le mythe du boursier élevé aux plus hautes dignités est l'équivalent du *self made man* américain : il existe, certes, mais dans des proportions très limitées et sert surtout à justifier le maintien des inégalités.

Dans les années 1970 et 1980, pour rattraper le retard considérable qu'elle avait pris en matière d'éducation, la France a ouvert les portes de ses collèges et lycées au plus grand nombre. Mais elle n'est pas allée au bout de cet effort. Contrairement aux souhaits des réformateurs de l'époque, la façon de faire l'école a peu évolué, notamment dans l'enseignement secondaire. Celui-ci est resté marqué par la forte place réservée aux savoirs académiques, la dévalorisation des savoirs professionnels et techniques et le fétichisme de l'évaluation permanente. Au total, collèges et lycées ont continué et continuent encore de favoriser les enfants de diplômés : un élève dont le père est enseignant a quatorze fois plus de chances d'obtenir le bac général que celui dont le père est ouvrier non qualifié, selon le ministère de l'Éducation nationale. Et ces inégalités se poursuivent dans l'enseignement supérieur : **l'université généraliste reçoit presque deux fois moins de moyens par étudiant que les grandes écoles sélectives ; trop peu, en tout cas, pour développer des premiers cycles de grande qualité et des conditions d'études dignes de ce nom.**

Une crise des moyens

Les mesures prises depuis plus de dix ans en France ont encore dégradé la situation. Les dispositifs de soutien pour les plus défavorisés - des zones d'éducation prioritaire jusqu'au soutien individuel - se sont développés avec des moyens très réduits. Au nom de l'échec d'un "collège unique" qui n'a jamais eu les moyens de réussir, on a progressivement recréé des filières de sélection précoces à partir de la classe de troisième, qui constituent un puissant facteur d'inégalités sociales. La réduction du nombre d'enseignants, en particulier dans les réseaux d'aides aux élèves en difficulté (Rased), pénalisent encore les plus défavorisés. Enfin, sans surprise, l'assouplissement de la

carte scolaire n'a fait que renforcer la ségrégation scolaire.

Tout porte à croire que cette situation ne changera pas de sitôt, en tout cas aussi longtemps que le contexte économique et social sera marqué par les effets de la crise et des politiques budgétaires restrictives. De plus, parents et enseignants ont été échaudés par un nombre considérable de "vraies-fausse" réformes, qui ont rarement été construites autour de l'intérêt de l'enfant. Et les forces sociales qui défendent le statu quo scolaire occupent le terrain médiatique...

Louis Maurin

Alternatives Economiques Hors-série n° 088 - février 2011